

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai

Convention collective de travail du 12 juillet 2017

Instauration d'un régime de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 58/59 ans (système 33/20)

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

Par "travailleurs" on entend : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. Dispositions

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014, et des conventions collectives de travail n° 120 du 21 mars 2017 fixant, pour 2017 et 2018, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, et n° 121 du 21 mars 2017 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise (Moniteur belge du 8 juin 2007), le principe de l'application d'un régime de chômage avec complément d'entreprise est admis dans le présent secteur pour le personnel aux conditions suivantes : Pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et sont en incapacité de travail dans le secteur de la construction est fixé à 58 ans.

Le travailleur doit être licencié en 2017 et avoir atteint l'âge de 58 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2017 et au moment de la fin du contrat de travail.

Pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et sont en incapacité de travail dans le secteur de la construction est fixé à 59 ans.

Le travailleur doit être licencié en 2018 et avoir atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2018 et au moment de la fin du contrat de travail.

Art. 4. a) L'âge du régime de chômage avec complément d'entreprise pour les travailleurs qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, calculés conformément à l'article 114, § 4, alinéa deux de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif aux allocations de chômage, est ramené à 58 ans à partir du 1er janvier 2017 et à 59 ans au 1^{er} janvier 2018.

b) Pour les modalités d'application de cette carrière professionnelle, l'assimilation des périodes de chômage complet est limitée à un maximum de 5 ans.

Art. 5. L'application des diverses dispositions prévues aux articles 3 et 4 précités est cependant soumise aux conditions suivantes :

a) le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58/59 ans sera accordé pour autant que le travailleur puisse justifier d'un passé professionnel de 33 ans, périodes d'assimilation comprises, et avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail n° 46, conclue le 23 mars 1990 au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 1990;

b) pour le travailleur entrant dans le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58/59 ans dans les conditions reprises sous a), il sera octroyé une indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de 65 ans;

c) le travailleur qui bénéficie d'un régime de chômage avec complément d'entreprise sera remplacé suivant les dispositions légales;

d) le contrôle sera effectué en entreprise par les instances qui y sont dédiées.

CHAPITRE III. *Bénéficiaires et montant de l'indemnité complémentaire*

Art. 6. Le complément d'entreprise versé aux travailleurs accédant au régime de chômage avec complément d'entreprise est fixé à 747,47 bruts par mois (montant au 1^{er} janvier 2017) et passe à 762,50 EUR au 1^{er} juin 2017, sans pouvoir en aucun cas être inférieur à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence, telle que définie dans la CCT 17 et l'allocation de chômage.

Le complément d'entreprise visé au paragraphe précédent est majoré de 50 EUR indexés pour le travailleur entrant dans le présent régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de l'âge de 61 ans accomplis.

Art. 7. Le complément d'entreprise versé par les employeurs aux travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise est indexé conformément aux règles d'indexation fixées pour les salaires des travailleurs du bassin, et ce, sans référence à un revenu garanti global. Ce système est mis en place dans un souci de clarification et de simplification des règles d'indexation des revenus des travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise.

En cas de diminution de l'allocation de chômage versée au travailleur en régime de chômage avec complément d'entreprise, les employeurs s'engagent à prendre en charge la perte d'allocation de chômage subie par le travailleur concerné.

Art. 8. Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé aux articles 3 et 4 doit être atteint pendant la durée de la présente convention collective de travail, le premier jour donnant droit à l'allocation de chômage peut se situer après le 31 décembre 2018, si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par application des articles 38, § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Moniteur belge du 22 août 1978).

Art. 9. Le système de chômage avec complément d'entreprise conventionnel visé par la présente convention collective de travail est facultatif.

L'employeur s'engage à proposer en temps utile le régime de chômage avec complément d'entreprise au travailleur susceptible d'en bénéficier.

Art. 10. Le départ en chômage avec complément d'entreprise est assimilé à un départ naturel.

Art. 11. Un travailleur faisant l'objet d'une sanction administrative de l'Office national de l'emploi ne pourra en aucun cas revendiquer une quelconque compensation auprès de son ancien employeur au-delà du complément d'entreprise auquel il avait droit avant la sanction.

CHAPITRE IV. *Validité*

Art. 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2017 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2018.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 Juli 2017

Invoering van een conventioneel stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage op 58/59 jaar (stelsel 33/20)

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik.

Onder "werknemers" wordt verstaan : de arbeiders en de arbeidsters.

HOOFDSTUK II. Bepalingen

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014, en van de door de nationale arbeidsraad op 21 maart 2017 gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten nr.120, tot vaststelling, voor 2017 en 2018, van de voorwaarden voor de toekenning van een bedrijfstoelage in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn, en nr. 121, tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot vaststelling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag (Belgisch Staatsblad van 8 juni 2007), wordt het principe van de toepassing van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag in deze sector toegekend aan de personeelsleden die voor deze formule opteren en die 58 jaar worden op 1 januari 2017 en 59 jaar op 1 januari 2018.

Voor de periode van 1 januari 2017 tot 31 december 2017 wordt de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep en arbeidsongeschikt in de bouwsector zijn, vastgesteld op 58 jaar.

De werknemer moet worden ontslagen in 2017 en de leeftijd van 58 jaar of ouder hebben bereikt uiterlijk op 31 december 2017 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Voor de periode van 1 januari 2018 tot 31 december 2018 wordt de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep en arbeidsongeschikt in de bouwsector zijn, vastgesteld op 59 jaar. De werknemer moet worden ontslagen in 2018 en de leeftijd van 59 jaar of ouder hebben bereikt uiterlijk op 31 december 2018 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Art. 4. a) De leeftijd van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor de werknemers die een beroepsverleden van 33 jaar als loontrekkende kunnen voorleggen, wordt berekend overeenkomstig artikel 114, § 4, 2de lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 betreffende de werkloosheidsuitkeringen, wordt op 58 jaar gebracht vanaf 1 januari 2017 en 59 jaar vanaf 1 januari 2018.

b) In het kader van de toepassingsvoorwaarden van dit beroepsverleden wordt de gelijkstelling van de periodes van volledige werkloosheid beperkt tot maximaal 5 jaar.

Art. 5. De toepassing van de verschillende bepalingen bedoeld in voornoemde artikelen 3 en 4, is evenwel aan de volgende voorwaarden onderworpen :

a) de werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58/59 jaar zal toegekend worden voor zover de werknemer een beroepsverleden van 33 jaar, gelijkstellingsperiodes inbegrepen, kan aantonen, en ten minste 20 jaar in een nachtarbeid omvattend ploegenstelsel heeft gewerkt zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990;

b) voor de werknemer die toetreedt tot het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58/59 jaar onder de voorwaarden bepaald onder a), wordt een bedrijfstoeslag toegekend tot de leeftijd van 65 jaar;

c) de werknemer die recht heeft op de regeling van werkloosheid met bedrijfstoeslag zal worden vervangen volgens de wettelijke bepalingen;

d) het toezicht hierop zal in de onderneming worden uitgevoerd door de hiertoe aangestelde instanties.

HOOFDSTUK III. *Rechthebbenden en bedrag van de bedrijfstoeslag*

Art. 6. Vanaf de volle leeftijd van 60 jaar wordt de aanvullende vergoeding van de werknemer in stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag gebracht op 747,47 EUR bruto per maand (bedrag op 1 januari 2017) en wordt 762,50 EUR op 1 Juni 2017, zonder geenszins lager mogen liggen dan de helft van het verschil tussen het netto referentieloon zoals bepaald in CAO 17 en de werkloosheidsuitkering.

De bedrijfstoeslag bedoeld in het vorige lid wordt verhoogd met 50 EUR geïndexeerd voor de werknemer die in dit stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag instapt vanaf de volle leeftijd van 61 jaar.

Art. 7. De bedrijfstoeslag uitgekeerd door de werkgevers aan de werknemers in een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels voor indexering vastgesteld voor de lonen van de werknemers uit het bekken, zonder verwijzing naar een globaal inkomen. Dit stelsel wordt ingevoerd om de indexeringsregels van de inkomsten van de werknemers in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag te verduidelijken en te vereenvoudigen.

In geval van vermindering van de aan de werknemers in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag uitgekeerde werkloosheidsuitkering, verbinden de werkgevers zich ertoe het verlies aan werkloosheidsuitkering van de bedoelde werknemers op zich te nemen.

Art. 8. Zonder afbreuk te doen aan de voorwaarde volgens welke de minimumleeftijd bedoeld in de artikelen 3 en 4 moet bereikt zijn tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsvergoeding zich situeren na 31 december 2016 indien dit wijten is aan de verlenging van de opzeggingstermijn ingevolge toepassing van de artikelen 38, § 2 en 38bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978).

Art. 9. Het conventioneel stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst is facultatief.

De werkgever verbindt er zich toe om te zijner tijd het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor te stellen aan de werknemer die er recht op heeft.

Art. 10. Het vertrek in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt gelijkgesteld met een natuurlijk vertrek.

Art. 11. Een werknemer aan wie door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een administratieve sanctiemaatregel wordt opgelegd, zal in geen geval van zijn vroegere werkgever enigerlei compensatie kunnen eisen die hoger is dan de aanvullende vergoeding waarop het recht had vóór de sanctie.

HOOFDSTUK IV. *Geldigheid*

Art. 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2017 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2018.